

Art. 2. L'article 12bis du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal n° 493 du 31 décembre 1986, est remplacé par la disposition suivante

« Art. 12bis. Pour l'application de la présente section, la notion de « secteur social » est limitée aux hôpitaux sans but lucratif agréés ou subventionnés. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 2. Artikel 12bis van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 493 van 31 december 1986 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12bis. Voor de toepassing van deze afdeling wordt het begrip « sociale sector » beperkt tot de erkende of gesubsidieerde ziekenhuizen zonder winstoogmerk. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F 89 — 1355

25 JUILLET 1989. — Arrêté royal déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 88, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, et l'article 97, inséré par la loi spéciale du 16 janvier 1989;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 54;

Vu le protocole n° 36 du 23 juin 1989 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 6 juin 1989;

Vu l'avis de l'Exécutif flamand, donné le 31 mai 1989;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Communauté française, donné le 29 mai 1989;

Vu l'avis de l'Exécutif régional wallon, donné le 31 mai 1989;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Communauté germanophone, donné le 31 mai 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}

Règles relatives au transfert des membres du personnel

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par

1^o ministère traditionnel : tout ministère sauf le Ministère de la Région bruxelloise;

2^o Exécutif : l'Exécutif flamand, l'Exécutif de la Communauté française, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Communauté germanophone;

3^o membres du personnel : les agents de l'Etat, les stagiaires, les agents nommés à titre temporaire et les agents engagés par contrat de travail, à l'exception

a) du personnel auxiliaire qui n'occupe pas un emploi du cadre organique, ni du cadre temporaire;

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 89 — 1355

25 JULI 1989. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 88, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en op artikel 97, ingevoegd door de bijzondere wet van 16 januari 1989;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 54;

Gelet op het protocol nr. 36 van 23 juni 1989 van het Comité voor de nationale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 6 juni 1989;

Gelet op het advies van de Vlaamse Executieve, gegeven op 31 mei 1989;

Gelet op het advies van de Franse Gemeenschapsexecutieve, gegeven op 29 mei 1989;

Gelet op het advies van de Waalse Gewestexecutieve, gegeven op 31 mei 1989;

Gelet op het advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, gegeven op 31 mei 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I

Regels betreffende de overdracht van de personeelsleden

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1^o traditioneel ministerie : ieder ministerie behalve het Ministerie van het Brusselse Gewest;

2^o Executieve : de Vlaamse Executieve, de Franse Gemeenschaps-executieve, de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap;

3^o personeelsleden : de Rijksambtenaren, de stagiairs, de tijdelijke personeelsleden en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden, behalve :

a) het hulp personeel dat niet op een betrekking van de personeelsformatie of van de tijdelijke personeelsformatie in dienst genomen is;

b) des jeunes engagés pour un stage en exécution de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, 3^o :

1^o les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats; les stagiaires du niveau 1 sont considérés au surplus comme membres du personnel du ministère auquel ils sont effectivement attachés;

2^o le membre du personnel engagé par contrat du travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle sa rémunération est fixée.

Art. 2. § 1^{er}. En cas de transfert d'un service d'un ministère traditionnel vers un Exécutif, le transfert des membres du personnel a lieu, soit d'office, soit à la demande des agents intéressés.

§ 2. a) Les services dont les membres du personnel sont transférés d'office à un Exécutif sont mentionnés dans les annexes I et II du présent arrêté.

b) Une cellule nationale est créée dans le ministère traditionnel pour les services repris dans l'annexe II. Les membres du personnel de ces services sont informés du maintien de cette cellule par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent demeurer au ministère traditionnel dans un des emplois énumérés dans l'ordre de service. Ils adressent directement leur demande au Secrétaire général qui en accuse réception; une copie est envoyée par la voie hiérarchique au même chef.

Les demandeurs qui possèdent la qualification requise sont classés par grade et par rôle ou régime linguistique dans l'ordre suivant, et sont affectés dans cet ordre à un emploi correspondant à leur grade :

- 1^o les agents de l'Etat;
- 2^o les stagiaires;
- 3^o les agents nommés à titre temporaire;
- 4^o les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun de ces groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés comme suit :

- 1^o le membre du personnel le plus ancien en grade;
- 2^o à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3^o à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité d'agent de l'Etat.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent de l'Etat comporte la période pendant laquelle il a, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, fait partie d'un ministère comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Si, après qu'il a été satisfait aux demandes, il reste des emplois à pourvoir dans la cellule nationale, le Ministre y affecte d'office les membres du personnel du service dans l'ordre inverse de celui qui déterminent les alinéas 3 à 6.

c) Le transfert de membres du personnel de services visés à l'annexe III est porté à la connaissance des membres du personnel du ministère traditionnel qui ne font pas partie des services visés par les points a et b du présent paragraphe, par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés aux services de l'Exécutif visé, dans un des emplois énumérés dans ledit ordre de service.

S'il existe une ou plusieurs barrières dans le ministère traditionnel, l'ordre de service est envoyé aux membres du personnel des services qui ne sont pas visés au point a, et qui ne sont pas séparés par une barrière du service dont les membres du personnel sont partiellement transférés.

Les demandes sont transmises et classées selon la procédure décrite aux alinéas 3 à 6 du point b. Toutefois, avant le classement prévu à l'alinéa 4 du point b, l'autorité établira l'ordre comme suit, entre agents ayant la même qualité :

- 1^o les membres du personnel du service concerné;
- 2^o les membres du personnel d'un autre service que le service concerné;

b) de jongeren die voor een stage opgenomen zijn bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 3^o :

1 worden de stagiairs geacht de graad te bekleden waarvoor zij zich hebben aangemeld; de stagiairs van niveau 1 worden daarenboven beschouwd als personeelsleden van het ministerie waaraan zij daadwerkelijk zijn verbonden;

2^o wordt het personeelslid dat bij een arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor het personeelslid werd aangeworven of, indien de overeenkomst zich niet uitspreekt over deze betrekking, de graad waaraan de weddeschaal verbonden is waarin zijn bezoldiging wordt vastgesteld.

Art. 2. § 1. Bij overdracht van een dienst van een traditioneel ministerie naar een Executieve, geschiedt de overdracht van de personeelsleden hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van de betrokken personeelsleden.

§ 2. a) De diensten waarvan de personeelsleden van ambtswege aan een Executieve worden overgedragen, worden vermeld in bijlagen I en II bij dit besluit.

b) Een nationale kern in het leven geroepen wordt in het traditioneel ministerie voor de diensten vermeld in bijlage II. De personeelsleden van deze diensten worden van het behoud van deze kern op de hoogte gebracht door middel van een dienstorder met het verzoek schriftelijk, binnen dertig dagen, te laten weten of zij in het traditioneel ministerie wensen te blijven op één van de betrekkingen die in de dienstorder worden vermeld. Zij richten hun aanvraag rechtstreeks tot de Secretaris-generaal, die de ontvangst ervan bericht; een afschrift wordt via hiërarchische weg aan dezelfde chef toegestuurd.

De aanvragers die de vereiste kwalificatie bezitten worden per graad en per taalrol of taalregime gerangschikt in de onderstaande volgorde en die orde aangewezen voor een met hun graad overeenstemmende betrekking :

- 1^o de Rijksambtenaren;
- 2^o de stagiairs;
- 3^o de tijdelijke personeelsleden;
- 4^o de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden.

In elk van de in het vorig lid genoemde groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

- 1^o het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- 2^o bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 3^o bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd.

Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast voor het personeelslid dat niet de hoedanigheid van Rijksambtenaar heeft.

De dienstanciënniteit van het personeelslid dat niet de hoedanigheid van Rijksambtenaar heeft, omvat de tijd gedurende welke hij in enige hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking deel heeft uitgemaakt van een ministerie als titularis van een ambt met volledige prestaties.

Indien er, nadat aan de aanvragen is voldaan, nog betrekkingen te begeven zijn in de nationale kern, wijst de Minister van ambtswege de personeelsleden van de dienst daarin aan volgens de omgekeerde volgorde van de leden 3 tot 6.

c) De overdracht van de personeelsleden van de andere diensten, bedoeld in bijlage III, wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden van het traditioneel ministerie die geen deel uitmaken van de diensten bedoeld in de punten a en b van deze paragraaf, via een dienstorder waarin zij worden verzocht schriftelijk en binnen dertig dagen te laten weten of zij wensen te worden overgedragen aan de diensten van de betrokken Executieven op één van de betrekkingen vermeld in de dienstorder.

Zijn er in het traditioneel ministerie één of meer afsluitingen, dan wordt de dienstorder gezonden aan de personeelsleden van de diensten die niet één van de in a bedoelde diensten zijn en die niet door een afsluiting gescheiden zijn van de dienst waarvan de personeelsleden gedeeltelijk worden overgedragen.

De aanvragen worden ingediend en gerangschikt volgens de procedure beschreven in het derde tot het zesde lid van b. Voor de rangschikking vermeld in het vierde lid van b, zal de orde van de volgende orde vaststellen voor de personeelsleden met dezelfde hoedanigheid :

- 1^o de personeelsleden van de betrokken dienst;
- 2^o de personeelsleden van een andere dienst dan de betrokken dienst;

3° les membres du personnel d'une autre administration.

Si après qu'il a été satisfait aux demandes visées à l'alinéa 1^{er}, il reste des emplois à pourvoir, les membres du personnel chargés des affaires correspondant à ces emplois y sont affectés d'office dans l'ordre inverse de celui que déterminent les alinéas 3 à 6 du point b.

Art. 3. Les membres du personnel sont transférés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres pris sur la proposition conjointe du Premier Ministre et du Ministre compétent pour le ministère traditionnel, après avis des Exécutifs intéressés.

Les agents sont transférés selon leur rôle ou leur régime linguistique.

Les membres du personnel qui remplissent la condition de l'article 69, § 2, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, sont transférés à l'Exécutif de cette Communauté.

Ces transferts ne sont pas de nouvelles nominations. Ils ne peuvent pas être considérés comme des transferts au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Art. 4. § 1^{er}. Les membres du personnel transférés à un Exécutif conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice des dispositions du § 2, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans le ministère traditionnel conformément à la réglementation qui leur était applicable.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans les services de l'Exécutif.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure dans son ministère, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire. Si dans les services de l'Exécutif, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée dans le ministère traditionnel, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction supérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 3. Les agents soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent dans les services de l'Exécutif le dernier signalement qui leur a été attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement. Si à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, un agent a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie dans les services de l'Exécutif.

L'article 18, alinéa 2, de l'arrêté royal précité du 7 août 1939, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1971, n'est pas applicable aux cas visés par le présent paragraphe dans les services de l'Exécutif auquel l'agent a été transféré.

§ 4. Les agents de l'Etat conservent dans les services de l'Exécutif les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé dans le Ministère auquel ils ont appartenu avant leur transfert.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen dans les services de l'Exécutif.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 5. Pour autant que l'agent de l'Etat remplisse les conditions de participation à un concours d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement de grade annoncé dans le ministère auquel il appartient à la date du transfert ou à la date visée à l'article 5, § 1^{er}, il conserve le droit de participer à ce concours ou à cet examen, même s'il fait l'objet d'un transfert ou d'une affectation en vertu du présent arrêté pendant le déroulement des épreuves.

Le § 4 du présent article est applicable à l'agent lauréat d'un concours ou d'un examen visé à l'alinéa 1^{er}.

3° de personeelsleden van een ander bestuur.

Indien er, nadat aan de aanvragen bedoeld in alinea 1 is voldaan, nog betrekkingen te begeven zijn, worden de personeelsleden belast met de zaken die met deze betrekkingen overeenstemmen, van ambtswegs daarop aangewezen in de omgekeerde volgorde van leden 3 tot 6 van punt b.

Art. 3. De personeelsleden worden overgedragen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit genomen op gezamenlijke voordracht van de Eerste Minister en van de Minister bevoegd voor het traditioneel ministerie, na advies van de betrokken Executieven.

De personeelsleden worden overgedragen volgens hun taalrol of -regime.

De personeelsleden die voldoen aan de voorwaarde gesteld in artikel 69, § 2, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, worden overgedragen aan de Executieve van deze Gemeenschap.

Deze overdrachten zijn geen nieuwe benoemingen. Zij kunnen niet worden beschouwd als overplaatsingen volgens het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

Art. 4. § 1. De aan een Executieve overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van § 2, behouden zij ook de toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen waarop zij in het traditionele ministerie aanspraak konden maken overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was.

Zij behouden de voordelen verbonden aan een functie slechts in zoverre de voorwaarden voor de toekening ervan blijven bestaan in de diensten van de Executieve.

§ 2. Voor de personeelsleden die in hun ministerie belast zijn met de uitoefening van een hogere functie, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad. Indien zij in de diensten van de Executieve vanaf de datum van de overdracht zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van dezelfde hogere functie als die welke zij in het traditionele ministerie uitoefenden, worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen geacht de hogere functie verder uit te oefenen.

§ 3. De ambtenaren waarop het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel van toepassing is, behouden in de diensten van de Executieve de laatste beoordeling die hen werd toegekend.

Die beoordeling blijft geldig tot de toekening van een nieuwe beoordeling. Indien een personeelslid op de datum van zijn overdracht krachtens dit besluit een beroep tegen de hem toegekende beoordeling heeft ingesteld, wordt dit beroep in de diensten van de Executieve afgehandeld.

Artikel 18, tweede lid, van voornoemd koninklijk besluit van 7 augustus 1939, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1971, is niet van toepassing voor de in deze paragraaf bedoelde gevallen in de diensten van de Executieve waarnaar het personeelslid is overgedragen.

§ 4. De Rijksambtenaren die in het ministerie waartoe zij vóór hun overdracht behoorden, geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad, behouden in de diensten van de Executieve de aanspraken op bevordering die zij door het slagen voor één van die examens hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen te hebben afgelegd in de diensten van de Executieve.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om een zelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten.

§ 5. Wanneer in het ministerie waartoe de Rijksambtenaar behoort op de datum van de overdracht of op de datum bedoeld in artikel 5, § 1, een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of een examen voor verhoging in graad aangekondigd is waaraan het personeelslid kan deelnemen, behoudt hij het recht op deelneming, ook al wordt hij tijdens de afwikkeling van het examen overgedragen of aangewezen krachtens dit besluit.

Paragraaf 4 van dit artikel is van toepassing op de ambtenaar die geslaagd is voor een in het eerste lid bedoeld examen.

§ 6. Pour ce qui concerne les agents transférés dans les services de l'Exécutif de la Communauté française en vertu de l'article 2, § 2, a du présent arrêté et qui y sont maintenus dans une entité administrative organiquement distincte ou avec une barrière administrative en leur faveur, les procédures de nomination ou de promotion par avancement de grade ou par changement de grade entamées dans le ministère traditionnel, peuvent être poursuivies dans les services de l'Exécutif.

Art. 5. § 1^{er}. Lorsqu'un Exécutif prend la décision d'établir tout ou partie des services d'un des ministères visés par le présent arrêté, qui sont actuellement établis dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, en dehors de cet arrondissement, il publie sa décision au *Moniteur belge*.

Les membres du personnel des services visés à l'alinéa premier, peuvent demander par écrit à être affectés à nouveau dans un ministère traditionnel, pour autant qu'ils n'aient pas encore obtenu dans les services de l'Exécutif, une promotion — autre qu'en carrière plane — ou un changement de grade.

Ils indiquent dans leur demande le ministère ou les ministères auxquels ils souhaitent être affectés avec, le cas échéant, l'ordre de leur préférence.

Dans les trente jours de la date que le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres après avis de l'Exécutif concerné, ils adressent cette demande, par lettre recommandée à la poste, à leur supérieur hiérarchique le plus élevé au grade qui la transmet au Premier Ministre. Une copie est envoyée par la voie hiérarchique au même chef.

§ 2. Les membres du personnel des ministères traditionnels qui désirent être affectés aux services d'un Exécutif visé au § 1^{er}, peuvent introduire une demande écrite dans le délai et selon les modalités fixés au § 1^{er}.

§ 3. L'autorité dont relève le membre du personnel ayant introduit une demande sur base des §§ 1^{er} ou 2, peut décider, dans l'intérêt du service, qu'il n'y est pas donné suite lorsque ce membre du personnel est porteur d'un grade du niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial est requis.

Ces décisions sont prises pour une période de trois ans au plus à partir de la date visée au § 1^{er}, alinéa 4.

Dans les trente jours de la notification de la décision, les agents porteurs d'un grade classé au rang 10 ou dans les niveaux 2, 3 ou 4 peuvent exercer contre cette décision un recours devant une commission créée par le Ministre de la Fonction publique.

La décision de la commission est sans appel.

Art. 6. § 1^{er}. Il est donné suite aux demandes visées à l'article 5, § 1^{er}, par permutation avec les membres du personnel qui ont introduit une demande conformément à l'article 5, § 2.

La permutation s'opère entre membres du personnel de même grade et de même rôle ou régime linguistique, en tenant compte des conditions particulières fixées en vue de conférer les deux emplois qui en font l'objet.

Pour l'application du présent arrêté, les grades qui font partie d'une carrière plane instituée dans plusieurs ministères sont censés être identiques.

Si l'auteur de la demande est titulaire d'un grade particulier qui n'existe pas dans le ministère où la permutation prévue à l'alinéa 2 pourrait entraîner son affectation, cette permutation peut néanmoins avoir lieu à la condition que l'Exécutif et le Ministre intéressés ainsi que le Ministre de la Fonction publique aient, de commun accord, désigné un grade de même rang comme devant être tenu pour équivalent.

§ 2. Le Premier Ministre établit par grade et par rôle linguistique la liste d'attente des demandes qui lui sont transmises d'une part sur base de l'article 5, § 1^{er}, et d'autre part sur base de l'article 5, § 2, en tenant compte des critères établis à l'article 2, § 2, b, alinéas 3 à 6. Il la publie au *Moniteur belge*.

§ 3. Le Premier Ministre communique les noms des membres du personnel qui peuvent faire l'objet d'une permutation, en respectant l'ordre des listes précitées, aux Ministres intéressés et aux Exécutifs concernés qui prennent simultanément, chacun en ce qui le concerne, un arrêté de nouvelle affectation.

Ces affectations ne sont pas de nouvelles nominations. Elles ne peuvent pas être considérées comme des transferts au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Les membres du personnel qui en font l'objet doivent occuper leur emploi dans les trente jours de la notification de leur nouvelle affectation.

§ 6. Voor de personeelsleden die naar de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve werden overgedragen krachtens artikel 2, § 2, a van dit besluit en die daar worden behouden in een op de formatie als afzonderlijk vermelde administratieve dienst met een afsluiting die ten gunste van hen werd voorzien, mogen de procedures voor benoeming of bevordering door verhoging in graad of verandering van graad, die in het traditioneel ministerie worden ingezet, in de diensten van de Executieve worden voortgezet.

Art. 5. § 1. Wanneer een Executieve de beslissing neemt om het geheel of een gedeelte van de diensten van één van de ministeries bedoeld in dit besluit, thans gevestigd in het arrondissement Brussel-Hoofdstad, buiten dit arrondissement te vestigen, maakt zij haar beslissing bekend in het *Belgisch Staatsblad*.

De personeelsleden van de in het eerste lid bedoelde diensten kunnen schriftelijk vragen opnieuw te worden geaffecteerd bij een traditioneel ministerie, voor zover zij in de diensten van de Executieve nog geen bevordering — andere dan in de vlakke loopbaan — of verandering van graad hebben bekomen.

In hun aanvraag duiden zij het ministerie of de ministeries aan waarbij zij wensen te worden aangewezen met eventueel hun opgave van orde van hun voorkeur.

Binnen dertig dagen na de datum die de Koning vaststelt bij in Ministerraad overlegd besluit na advies van de betrokken Executieve, sturen zij deze aanvraag bij een ter post aangetekende brief, met hun hiërarchische meerdere met de hoogste graad, die de aanvraag doorstuurt naar de Eerste Minister. Een afschrift wordt via hiërarchische weg aan dezelfde chef toegestuurd.

§ 2. De personeelsleden van de traditionele ministeries die wensen te worden aangewezen voor de diensten van een Executieve bedoeld in § 1, kunnen een schriftelijke aanvraag indienen binnen de termijn en volgens de modaliteiten bepaald in § 1.

§ 3. De overheid waaronder het personeelslid dat een aanvraag op basis van §§ 1 of 2 heeft ingediend, ressorteert, kan in het belang van de dienst beslissen dat geen gevolg aan deze aanvraag wordt gegeven wanneer het personeelslid een graad van niveau 1 bekleedt of een graad van een ander niveau waarvoor een bijzondere kwalificatie of een bijzonder diploma vereist is.

Deze beslissingen worden genomen voor een periode van maximum drie jaar vanaf de datum bedoeld in § 1, 4e lid.

Tegen deze beslissing kunnen de personeelsleden die een graad bekleeden gerangschikt in rang 10 of in niveau 2, 3 of 4 binnen dertig dagen na de kennisgeving ervan beroep instellen bij een commissie opgericht door de Minister van Openbaar Ambt.

Tegen de beslissing van de commissie kan geen beroep worden aangetekend.

Art. 6. § 1. Aan de aanvragen bedoeld in artikel 5, § 1 wordt gevolg gegeven via de omwisseling met de personeelsleden die een aanvraag overeenkomstig artikel 5, § 2 hebben ingediend.

De omwisseling geschiedt tussen personeelsleden met dezelfde graad en dezelfde taalrol of hetzelfde taalregime, met inachtneming van de bijzondere eisen die voor het bekleden van de wederzijdse betrekkingen gesteld zijn.

Voor de toepassing van dit besluit worden de graden die tot een bepaalde in verscheidene ministeries behoren, geacht dezelfde graden te zijn.

Indien de aanvrager een bijzondere graad bekleedt, die niet bestaat in het ministerie waarvoor hij zou worden aangewezen ingevolge de in het tweede lid bedoelde aanwisseling, kan deze omwisseling niettemin gebeuren op voorwaarde dat de betrokken Executieve en Minister alsook de Minister van Openbaar Ambt in gemeenschappelijk akkoord een graad hebben aangewezen in dezelfde rang die als gelijkwaardig moet worden beschouwd.

§ 2. De Eerste Minister stelt per graad en per taalrol de wachtlijst op van de aanvragen die hem worden toegestuurd enerzijds op basis van artikel 5, § 1, en anderzijds op basis van artikel 5, § 2, waarbij rekening wordt gehouden met de criteria vermeld in artikel 2, § 2, b, leden 3 tot 6. Hij maakt die wachtlijst bekend in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. De Eerste Minister deelt de namen mee van de personeelsleden die voor een omwisseling in aanmerking komen, volgens de rangorde van voornoemde lijsten, aan de betrokken Ministers en Executieven, die gelijktijdig, ieder wat hen betreft, een besluit inzake nieuwe aanwijzing nemen.

Deze aanwijzingen zijn geen nieuwe benoemingen. Zij kunnen niet worden beschouwd als overplaatsingen volgens het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

De personeelsleden waarop deze aanwijzing van toepassing is, moeten hun betrekking bekleden binnen dertig dagen na de kennisgeving van hun nieuwe aanwijzing.

§ 4. Pour autant que les listes d'attente ne comportent plus de candidat adéquat à la permutation dans les ministères traditionnels, les membres du personnel des services des Exécutifs dont la demande est restée valable sont mis à la disposition du service de réaffectation par notification du Premier Ministre. Le Ministre de la Fonction publique décide de la mise à disposition en fonction des emplois vacants disponibles pour la réaffectation des intéressés.

Conformément aux dispositions réglant la mobilité d'office de l'arrêté royal du 22 octobre 1982 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics, le service de réaffectation met les membres du personnel à la disposition des administrations et autres services des ministères, situés à Bruxelles.

Dans l'attente d'une réaffectation par le Ministre de la Fonction publique, les agents visés au premier alinéa restent affectés à l'emploi qui leur a été désigné dans les services de l'Exécutif. Ce dernier continue à supporter les dépenses afférant à ce personnel jusqu'au moment où les agents viennent en ordre utile pour une réaffectation.

Les agents visés à l'alinéa premier occupent leur nouvel emploi sixante jours après la décision de réaffectation.

§ 5. Les dispositions de l'article 4, §§ 3 à 5, sont applicables aux agents définitifs qui ont fait l'objet d'une permutation en vertu du § 3 du présent article.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 7. Les membres du personnel des services des Exécutifs qui ont introduit une demande de permutation en vertu de l'article 4, § 2, et de l'article 6 de l'arrêté royal du 30 juin 1982 fixant les règles complémentaires pour le transfert des membres du personnel des ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne à leur Exécutif respectif, et dont la demande est demeurée valable, sont soumis à l'article 6, § 4, du présent arrêté.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 8. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 28 juin 1982 créant une cellule administrative provisoire pour la Communauté germanophone auprès des Services du Premier Ministre;

2° l'arrêté royal du 29 juin 1982 fixant le cadre organique du personnel du Ministère de la Communauté française, modifié par les arrêtés royaux du 10 décembre 1982, 19 mai 1983, 25 février 1985, 25 novembre 1985 et 14 décembre 1987;

3° l'arrêté royal du 29 juin 1982 fixant le cadre organique du personnel du Ministère de la Communauté flamande, modifié par les arrêtés royaux du 31 juillet 1982, 10 décembre 1982, 19 mai 1983, 25 février 1985, 25 novembre 1985, 25 février 1985, 25 novembre 1985 et 14 décembre 1987;

4° l'arrêté royal du 29 juin 1982 fixant le cadre organique du personnel du Ministère de la Région Wallonne, modifié par les arrêtés royaux du 31 juillet 1982, 10 décembre 1982, 19 mai 1983 et 27 mars 1984;

5° l'arrêté royal du 30 juin 1982 fixant les règles complémentaires pour le transfert des membres du personnel des ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne à leur Exécutif respectif, modifié par l'arrêté royal du 7 novembre 1983;

6° l'arrêté royal du 7 novembre 1983 portant création du Service administratif de la Communauté germanophone.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 25 juillet 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

W. MARTENS

§ 4. Voor zover op de wachtlijsten geen geschikte kandidaat voor de omwisseling in de traditionele ministeries meer voorkomen, worden de personeelsleden van de diensten van de Executieven van wie de aanvraag geldig is gebleven, ter beschikking van de reëffectatiedienst gesteld bij kennisgeving van de Eerste Minister. De Minister van Openbaar Ambt beslist over de terbeschikkingstelling naargelang er vacante betrekkingen beschikbaar zijn voor de reëffectatie van de betrokkenen.

Overeenkomstig de bepalingen betreffende de mobiliteit van ambtswege in het koninklijk besluit van 22 oktober 1982 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten stelt de reëffectatiedienst de personeelsleden ter beschikking van de besturen en andere diensten van de ministeries, gelegen in Brussel.

In afwachting van een reëffectatie door de Minister van Openbaar Ambt blijven de in het eerste lid bedoelde personeelsleden behouden op de betrekking die hen werd aangewezen in de diensten van de Executieve. Deze laatste blijft instaan voor de uitgaven met betrekking tot deze personeelsleden tot op het ogenblik waarop zij in aanmerking komen voor een reëffectatie.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden bekleden hun nieuwe betrekking zestig dagen na beslissing van reëffectatie.

§ 5. De bepalingen van artikel 4, §§ 3 tot 5 zijn van toepassing op de in vast verband benoemde personeelsleden die een omwisseling hebben genoten krachtens § 3 van dit artikel.

HOOFDSTUK II. — Overgangsbepalingen

Art. 7. De personeelsleden van de diensten van de Executieve die een omwisselingsaanvraag hebben ingediend krachtens de artikel 4, § 2, en artikel 6 van het koninklijk besluit van 30 juni 1982 tot vaststelling van de nadere regelen voor de overgang van de personeelsleden van de ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest naar de respectieve Executieve en wier aanvraag geldig is gebleven, vallen onder de toepassing van artikel 6, § 4, van dit besluit.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 8. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 28 juni 1982 tot oprichting van een voorlopige administratieve cel voor de Duitstalige Gemeenschap bij de Diensten van de Eerste Minister;

2° het koninklijk besluit van 29 juni 1982 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 december 1982, 19 mei 1983, 25 februari 1985, 25 november 1985 en 14 december 1987;

3° het koninklijk besluit van 29 juni 1982 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 juli 1982, 10 december 1982, 19 mei 1983, 27 maart 1984, 25 februari 1985, 25 november 1985 en 14 december 1987;

4° het koninklijk besluit van 29 juni 1982 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van het Waalse Gewest, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 juli 1982, 10 december 1982, 19 mei 1983 en 27 maart 1984;

5° het koninklijk besluit van 30 juni 1982 tot vaststelling van de nadere regelen voor de overgang van de personeelsleden van de ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest naar de respectieve Executieve, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 november 1983;

6° het koninklijk besluit van 7 november 1983 houdende oprichting van de Administratieve Dienst van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 25 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

W. MARTENS

Annexe I. — Services intégralement transférés (art. 2, § 2, a)

Bijlage I. — Integraal overgedragen diensten (art. 2, § 2, a)

Ministère national Nationaal Ministerie	Administration concernée Betrokken bestuur
1. Communications Verkeerswezen	<p>A l'Administration de la marine et de la navigation intérieure : <i>Bij het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart :</i></p> <p>a) Groupes maritimes de l'Escaut et de la Côte : — Services de pilotage à Anvers, Gand, Flessingue, Ostende, Zeebrugge et Nieuport (S.E.) <i>Zeegroepen der Schelde én der Kust :</i> — <i>Diensten Loodswezen te Antwerpen, Gent, Vlissingen, Oostende, Zeebrugge en Nieuwpoort (B.D.)</i></p> <p>b) Direction administrative (A.C.) — Service du pilotage <i>Administratieve directie (H.B.)</i> — <i>Dienst Loodswezen</i></p> <p>c) Secrétariat du groupe maritime de l'Escaut (S.E.) <i>Secretariaat van de zeegroep der Schelde (B.D.)</i></p> <p>d) Direction de la marine marchande (A.C.) — Services des intérêts portuaires <i>Directie Koopvaardij (H.B.) :</i> — <i>Dienst Havenbelangen</i></p> <p>e) Services administratifs de : — l'Ecole maritime d'Ostende — l'Ecole supérieure maritime d'Anvers <i>Administratieve diensten van :</i> — <i>de Zeevaarschool Oostende</i> — <i>de Hogere Zeevaarschool Antwerpen</i></p>
2. Travaux publics Openbare Werken	<p>1° Administration des Routes (A.C. + S.E.) SAUF les services mentionnés dans l'annexe III <i>Bestuur der wegen (H.B. + B.D.)</i> <i>BEHALVE de diensten vermeld in bijlage III</i></p> <p>2° Administration des voies hydrauliques (A.C. + S.E.) SAUF les services mentionnés dans les annexes II et III <i>Bestuur der Waterwegen (H.B. + B.D.)</i> <i>BEHALVE de diensten vermeld in bijlagen II en III</i></p> <p>3° Bureau des Pents (A.C. + S.E.) <i>Bruggenbureau (H.B. + B.D.)</i></p> <p>4° Administration de l'électricité et de l'électromécanique (A.C. + S.E.) SAUF les services relatifs aux normes, aux bâtiments et à la production de l'électricité, qui restent nationaux. SAUF les services mentionnés dans les annexes II et III <i>Bestuur voor electriciteit en electromechanica (H.B. + B.D.)</i> <i>BEHALVE de diensten, met betrekking tot de normen, de gebouwen en de electriciteitsproductie die nationaal blijven.</i> <i>BEHALVE de diensten vermeld in bijlagen II en III</i></p> <p>5° Services du Secrétaire général (A.C. + S.E.) SAUF les services mentionnés dans l'annexe II SAUF les services du « plan vert » affectés aux bâtiments (A.C. + S.E.) <i>Diensten van de Secretaris-generaal (H.B. + B.D.)</i> <i>BEHALVE de diensten vermeld in bijlage II</i> <i>BEHALVE de diensten « groen plan » affecteerd bij de gebouwen (H.B. + B.D.)</i></p>
3. Agriculture Landbouw	<p>A l'Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture — Service « Protection des végétaux » (S.E.) : — section « Lutte contre les rats musqués » <i>Bij het Bestuur van Land- en Tuinbouw — Dienst « Plantenbescherming » .</i> — <i>afdeling « Muskusrattenbestrijding »</i></p>
4. Education nationale	<p>Tout le département SAUF : les services mentionnés dans l'annexe II SAUF : — le service national des congrès, qui reste national — les services des affaires communautaires communes et des établissements scientifiques de l'Etat qui restent nationaux</p>
5. Onderwijs	<p><i>Het ganse departement</i> <i>BEHALVE : de diensten vermeld in bijlage II</i> <i>BEHALVE : — het bestuur van de gemeenschapsaangelegenheden en wetenschappelijke inrichtingen van de Staat die nationaal blijft</i></p>

Ministère national Nationaal Ministerie	Administration concernée Betrokken bestuur
6. Justice Justitie	Office de la protection de la jeunesse (S.E.) Dienst voor jeugdbescherming (B.D.)
Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 juillet 1989.	Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 25 juli 1989.
BAUDOUIIN Par le Roi : Le Premier Ministre, W. MARTENS	BOUDEWIJN Van Koningswege : De Eerste Minister, W. MARTENS

Annexe II. — Services quasi intégralement transférés (art. 2, § 2, b)

Bijlage II. — Quasi integraal overgedragen diensten (art. 2, § 2, b)

Ministère national Nationaal Ministerie	Administration concernée Betrokken bestuur
1. Communications Verkeerswezen	A l'Administration de la marine et de la navigation intérieure : Bij het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart : a) Direction administrative (A.C.) : — Service personnel — Service comptabilité Administratieve directie (H.B.) : — dienst personeel — dienst comptabiliteit b) Direction technique (A.C.) Technische directie (H.B.) c) Groupes maritimes de l'Escaut et de la Côte : — Services techniques à Anvers et à Ostende, à l'exclusion de l'Inspection maritime et du Service de jaugeage des navires (S.E.) qui restent nationaux Zeegroepen der Schelde en der Kust : — Technische diensten Antwerpen en Oostende, met uitzondering van de Zeevaartinspectie en de Scheepsmeetdienst (B.D.) die nationaal blijven
2. Emploi et travail Tewerkstelling en Arbeid	Personnel recruté dans un cadre temporaire institué par l'article 212 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 Personeel, aangeworven in een tijdelijk kader, ingesteld door artikel 212 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980
3. Intérieur et Fonction publique Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt	Services administratifs des gouvernements provinciaux SAUF le service de traduction situé à Malmedy qui reste national Administratieve diensten van de provinciale gouvernementen BEHALVE de vertaaldienst gelegen in Malmedy die nationaal blijft
4. Travaux publics Openbare Werken	1 ^o A l'Administration des voies hydrauliques : — service d'études hydrologiques (A.C.) Bij het Bestuur der Waterwegen : — dienst voor hydrologisch onderzoek (H.B.) 2 ^o A l'Administration de l'électricité et de l'électromécanique : — direction générale (A.C.) — services administratifs (A.C.) — service T2 (A.C.) Bij het Bestuur voor electriciteit en electromechanica : — directoraat generaal (H.B.) — administratieve diensten (H.B.) — dienst T2 (H.B.) 3 ^o Aux services du Secrétaire général (A.C.) : — secrétariat général — service presse et information — service des relations économiques extérieures — service de programmation, d'information et de statistique Bij de Diensten van de Secretaris-generaal (H.B.) : — secretariaat generaal — dienst pers en voorlichting — dienst van de buitenlandse economische betrekkingen — dienst voor programmatie, informatie en statistiek

Ministère national <i>Nationaal Ministerie</i>	Administration concernée <i>Betrokken bestuur</i>
	<p>4° Services administratifs généraux (A.C.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> — direction générale et direction des affaires générales — service du personnel — service de traduction — direction de la comptabilité — service des automobiles <p><i>Algemene administratieve diensten (H.B.) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>directoraat generaal en directie der algemene zaken</i> — <i>dienst personeel</i> — <i>vertaaldienst</i> — <i>directie der comptabiliteit</i> — <i>dienst der automobielen</i> <p>5° Services techniques généraux (A.C.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> — direction générale — service juridique des marchés — service du contentieux général — service de topographie et photogrammétrie — autres services <p>SAUF les services mentionnés dans l'annexe III SAUF le service d'agrément des entrepreneurs (A.C.) qui reste national</p> <p><i>Algemene technische diensten (H.B.) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>directoraat generaal</i> — <i>juridische dienst voor de aannemingscontracten</i> — <i>dienst algemene geschillen</i> — <i>dienst topografie en fotogrammetrie</i> — <i>andere diensten</i> <p><i>BEHALVE de diensten vermeld in bijlage III</i> <i>BEHALVE de dienst erkenning der aannemers (H.B.) die nationaal blijft</i></p> <p>6° Administration de l'intervention financière et de gestion (A.C.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> — direction générale — service social — service de l'économat <p>SAUF le service d'intervention financière qui reste national</p> <p><i>Bestuur voor financiële bijdragen en beheer (H.B.) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>directoraat generaal</i> — <i>sociale dienst</i> — <i>huishoudelijke dienst</i> <p><i>BEHALVE de dienst financiële bijdragen die nationaal blijft</i></p> <p>7° Cadre complémentaire <i>Aanvullingskader</i></p>
5. Education nationale	<ul style="list-style-type: none"> — Services du Secrétariat général — Service des Affaires juridiques et contentieuses — Direction générale de l'organisation des études — Direction générale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
6. Onderwijs	<ul style="list-style-type: none"> — <i>Secretariaat-generaal</i> — <i>Algemene administratieve diensten</i> — <i>In de diensten voor onderwijs : Bestuur van het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek</i>
7. Justice <i>Justitie</i>	<p>Office de la protection de la jeunesse (A.C.) <i>Dienst voor jeugdbescherming (H.B.)</i></p>

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 25 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,

W. MARTENS

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 25 juli 1989

BOUDEWIJN

Van Koningswege
De Eerste Minister,

W. MARTENS

Annexe III. — Services partiellement transférés (art. 2, § 2, c)

Bijlage III. — Gedeeltelijk overgedragen diensten (art. 2, § 2, c)

Ministère national — Nationaal Ministerie	Administration concernée — Betrokken bestuur
1. Affaires économiques <i>Economische Zaken</i>	1° Administration de l'Energie <i>Administratie voor Energie</i> 2° Administration de l'Industrie <i>Administratie voor Nijverheid</i> 3° Services généraux <i>Algemene diensten</i> 4° Inspection générale économique <i>Economische algemene inspectie</i>
2. Classes moyennes <i>Middenstand</i>	A l'Administration des services généraux : — Direction générale de l'expansion économique <i>Bij de Administratie der algemene diensten :</i> — Nationale directie van de economische expansie
3. Communications <i>Verkeerswezen</i>	1° Services du Secrétaire général <i>Diensten van de Secretaris-generaal</i> 2° A l'Administration des transports : — Direction générale — Direction A — Service du transport par rail et des transports en commun — Direction C — Service des transports routiers <i>Bij het Bestuur van het vervoer :</i> — Algemene directie — Directie A — Dienst spoor- en gemeenschappelijk vervoer — Directie C — Dienst wegvervoer 3° A l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure — Direction de la marine marchande : — service des Affaires économiques <i>Bij het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart — Directie Koopvaardij :</i> — dienst Economische Zaken
4. Finances <i>Financiën</i>	1° Administration de la Trésorerie <i>Administratie der Thesaurie</i> 2° Administration du Budget et du Contrôle des dépenses <i>Administratie van de Begroting en de Controle op de uitgaven</i>
5. Intérieur et Fonction publique <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i>	Service d'administration générale <i>Dienst van algemeen bestuur</i>
6. Justice <i>Justitie</i>	Aux services généraux : — service du personnel <i>Bij de algemene diensten</i> — dienst personeel
7. Travaux publics <i>Openbare werken</i>	1° A l'Administration de l'électricité et de l'électromécanique : — service R21 (S.E.) <i>Bij het Bestuur voor electriciteit en electromechanica :</i> — dienst R21 (B.D.) 2° Aux services techniques généraux : — service imprimerie (A.C.) — photothèque et bibliothèque (A.C.) <i>Bij de algemene technische diensten :</i> — dienst drukkerij (H.B.) — fototheek en bibliotheek (H.B.) 3° A l'Administration des Routes (A.C.) : — division infrastructure : service des normes — division circulation et signalisation : — service des transports exceptionnels — service des normes <i>Bij het Bestuur der Wegen (H.B.) :</i> — afdeling onderbouw der wegen : dienst normen — afdeling verkeer en signalisatie : — dienst uitzonderlijk vervoer — dienst normen

Ministère national — Nationaal Ministerie	Administration concernée — Betrokken bestuur
	4° A l'Administration des voies hydrauliques (A.C.) : — service d'exploitation des voies navigables : réglementation <i>Bij het Bestuur der Waterwegen (H.B.) :</i> — exploitatiedienst der schleepvaartwegen : reglementering

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 25 juillet 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

**SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTERE DE LA REGION BRUXELLOISE**

F. 89 — 1356

25 JUILLET 1989. — Arrêté royal
réglant le passage de membres du personnel
au Ministère de la Région bruxelloise

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2 de la Constitution;
Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 40, § 2;
Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1989 relatif aux Ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande, de la Région wallonne et de la Région bruxelloise;
Vu le protocole n° 37 du 23 juin 1989 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;
Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 6 juin 1989;
Vu l'avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise, donné le 2 juin 1989;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Réformes institutionnelles chargé de la Restructuration du Ministère de la Région bruxelloise et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Régime de transfert

Article 1^{er}, § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° ministère traditionnel : tout ministère sauf le Ministère de la Région bruxelloise;

2° membres du personnel : les agents de l'Etat, les stagiaires, les agents nommés à titre temporaire et les agents engagés par contrat de travail, à l'exception :

a) du personnel auxiliaire qui n'occupe pas un emploi du cadre organique, ni du cadre temporaire;

b) des jeunes engagés pour un stage en exécution de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er} :

1° les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats; les stagiaires du niveau 1 sont considérés au surplus comme membres du personnel du ministère auquel ils sont effectivement attachés;

2° le membre du personnel engagé par contrat du travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle sa rémunération est fixée.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 25 juli 1989

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

**DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST**

N. 89 — 1356

25 JULI 1989. — Koninklijk besluit
waarbij het overhevelen van personeelsleden
naar het Ministerie van het Brussels Gewest wordt geregeld

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;
Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 40, § 2;
Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1989 betreffende de Ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Gewest;
Gelet op het protocol nr. 37 van 23 juni 1989 van het Comité voor de nationale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten;
Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 6 juni 1989;
Gelet op het advies van de Executieve van het Brussels Gewest, gegeven op 2 juni 1989;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Eerste Minister, Onze Minister van Institutionele Hervormingen belast met de Herstructurering van het Ministerie van het Brussels Gewest en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Overdrachtsstelsel

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° traditioneel ministerie : ieder ministerie behalve het Ministerie van het Brussels Gewest;

2° personeelsleden : de Rijksambtenaren, de stagiaires, de tijdelijke personeelsleden en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden, behalve :

a) het hulppersoneel dat niet op een betrekking van de personeelsformatie of van de tijdelijke personeelsformatie in dienst genomen is;

b) de jongeren die voor een stage opgenomen zijn bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 :

1° worden de stagiaires geacht de graad te bekleden waarvoor zij zich hebben aangemeld; de stagiaires van niveau 1 worden daarenboven beschouwd als personeelsleden van het ministerie waaraan zij daadwerkelijk zijn verbonden;

2° wordt het personeelslid dat bij een arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor het personeelslid werd aangeworven of, indien de overeenkomst zich niet uitspreekt over deze betrekking, de graad waaraan de weddeschaal verbonden is waarin zijn bezoldiging wordt vastgesteld.